



FEDERATION INTERNATIONALE DES MUSICIENS
INTERNATIONAL FEDERATION OF MUSICIANS
INTERNATIONALER MUSIKERFÖDERATION
FEDERACION INTERNACIONAL DE MUSICOS

Consultation publique sur le contenu en ligne dans le marché unique (juillet 2006)

Questionnaire

Réponses de la FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MUSICIENS

La Fédération Internationale des Musiciens (FIM), est une organisation non gouvernementale représentant des syndicats, guildes et associations de musiciens dans plus de 70 pays de toutes les régions du monde, qui comptent au total plusieurs centaines de milliers de musiciens. Le groupe européen de la FIM réunit des syndicats de musiciens de la plupart des États membres de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen et de Suisse, travaillant à la fois dans le secteur du spectacle vivant et de l'enregistrement.

Type de contenu créatif et de services en ligne

1. Non
2. Non

Consommation, création et diversité du contenu en ligne

3. Selon nous, l'environnement actuel présente des faiblesses de nature à entamer la confiance d'acteurs de la filière. L'absence d'interopérabilité entre les matériels incite les consommateurs à se détourner des plateformes commerciales au profit de réseaux d'échange gratuit ou à contourner les mesures techniques de protection (MTP). Celles-ci sont en effet perçues par les consommateurs comme limitant un droit légitime d'écouter librement la musique licitement acquise. L'image de l'artiste peut en être affectée solidairement avec le reste de l'industrie. De même, le caractère intrusif que peuvent revêtir certaines MTP vis-à-vis de la vie privée pose le problème de leur acceptation par le public, condition essentielle au succès de ces dispositifs.
4. Le caractère intrusif que peuvent revêtir certaines MTP vis-à-vis de la vie privée pose le problème de leur acceptation par le public, condition essentielle au succès de ces dispositifs..
5. Dans le domaine de la musique, du fait de la dématérialisation des œuvres et des interprétations, l'acte d'achat du consommateur s'analyse comme l'acquisition d'un droit d'écoute. Aussi les limitations apportées à ce droit sont-elles considérées par le consommateur comme illégitimes. Cette donnée est capitale, dans la mesure où l'absence d'interopérabilité peut avoir des conséquences sur l'image de l'artiste auprès du public alors même qu'il n'est en rien associé aux décisions imposant de telles restrictions.

L'interopérabilité n'a selon nous que des avantages dans la mesure où elle contribue à créer une relation de confiance entre le public, les industriels et les artistes. Le public n'a plus le sentiment d'être floué par tous ceux qui ont concouru à l'élaboration de l'enregistrement (artistes compris) alors que son droit d'écouter une œuvre n'est que très imparfaitement respecté (l'écoute est impossible sur tout support non compatible avec la norme imposée par le fabricant). Cette situation est regrettable du point

Fédération Internationale des Musiciens (FIM)

21 bis, rue Victor Massé F-75009 Paris

Tél. +33 (0) 145 263 123

office@fim-musicians.com - <http://www.fim-musicians.com>

de vue des créateurs qui souhaitent majoritairement que le public ait l'accès le plus large possible à leurs œuvres et enregistrements.

6. Il est illusoire d'imaginer que la diversité culturelle puisse s'auto-entretenir. C'est précisément la raison pour laquelle la Convention sur la diversité culturelle a été adoptée par la quasi-totalité des États membres de l'UNESCO. La musique, qui peut s'affranchir de la frontière des langues, est particulièrement vulnérable aux problèmes liés à la diversité culturelle. La nature même de l'Internet donne à l'internaute-consommateur un rôle central qu'il n'avait pas dans le marché traditionnel. Ces prérogatives d'un genre nouveau viennent compenser, voire contrarier, le pouvoir de l'industrie d'imposer aux consommateurs des produits formatés. Néanmoins, bien que cette situation nouvelle ait un effet sur la circulation des œuvres, cela n'offre aucune garantie en matière de diversité culturelle. Il convient donc de réaffirmer le rôle central des décideurs politiques. L'Union Européenne devrait favoriser le respect de la diversité culturelle sur les plateformes commerciales au moyen de mesures incitatives et d'une réglementation contraignante, afin notamment que les expressions culturelles de tous les pays de l'Union y soient convenablement représentées.

Compétitivité de l'industrie européenne du contenu en ligne

7. .Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question.

Nouveaux modèles opérationnels et passage des modèles classiques au monde numérique

8. Question est sans objet pour nous.
9. Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question.
10. La référence à la création dans une telle question ne nous paraît guère pertinente : ni l'acte créateur ni l'œuvre créée ne peuvent être analysés en termes d'efficacité économique. S'agissant de la question proprement dite, tous les éléments cités peuvent en effet constituer une entrave à la distribution d'œuvres et d'interprétations lorsque l'utilisateur n'y a qu'un accès limité. Cela est particulièrement vrai s'agissant des dispositifs limitant la possibilité pour le consommateur de copier une œuvre licitement acquise.
11. S'agissant des artistes interprètes, les difficultés sont considérables. Pour l'immense majorité d'entre eux, des pratiques contractuelles très défavorables excluent toute rémunération liée à l'exploitation commerciale sur Internet de leurs interprétations. Cette situation injuste est particulièrement choquante.

Système de paiement et régimes tarifaires

12. Cette question ne relève pas de notre compétence.
13. Dans le domaine musical, il convient de distinguer selon que l'œuvre protégée est transmise par voie de téléchargement (droit exclusif de mise à disposition) ou par streaming, qui selon nous, devrait faire l'objet d'un droit à rémunération. Par ailleurs, les régimes et politiques tarifaires établis par les éditeurs et distributeurs ne prennent pas en compte tous les aspects de la dématérialisation de la distribution sur l'Internet. Lorsque les artistes perçoivent des redevances, celles-ci continuent à être soumises à des abattements injustifiés. Exemple : « l'abattement pochette » est toujours appliqué alors qu'il n'a plus lieu d'être.

Nous sommes en outre très préoccupés par les initiatives récemment annoncées par quelques Majors, qui proposeraient un accès à leur catalogue entièrement financé par la publicité et donc gratuit pour le consommateur. Indépendamment des problèmes de droit moral qui ne manqueraient pas de se poser, un tel système introduirait la plus grande confusion, dans l'esprit du consommateur, quant à la perception de la valeur artistique intrinsèque de l'œuvre et des droits légitimes qui y sont associés. Cela

dévaloriserait et affaiblirait gravement, selon nous, le concept même du droit d'auteur et des droits voisins, le payeur n'étant plus l'utilisateur final mais l'annonceur publicitaire.

Octroi de licences, autorisation des droits, rémunération des titulaires

14. L'approche reflétée par cette question nous paraît contestable. Nous exprimons les plus grandes réserves quant à la référence à un prétendu « secteur de la création ». En effet, si les entreprises visées à cette question sont pleinement impliquées dans l'économie de la diffusion, la création artistique demeure en revanche le fait exclusif de l'artiste. Il convient donc de replacer l'artiste au centre du dispositif économique et de lui garantir un environnement propice à son travail de créateur. La FIM a présenté ses observations sur ce point à l'occasion de la consultation publique sur la gestion collective transfrontière des droits en lignes. Ce document, joint en annexe, est disponible sur le site de la Commission Européenne:
http://forum.europa.eu.int/Public/irc/markt/markt_consultations/library?!=/copyright_neighbouring/cross-border_management/fim_frpdf/FR_1.0_&a=d
15. Certaines difficultés existent sans doute. Toutefois elles nous semblent pouvoir être surmontées au moyen du renforcement des relations bilatérales et multilatérales entre sociétés de gestion européennes.
16. La distribution en ligne prenant une part croissante dans l'économie de la musique enregistrée, il serait juste que tous les ayants droits perçoivent une rémunération au titre de l'exploitation de leur travail. Pour les artistes interprètes, la situation actuelle n'est satisfaisante nulle part en Europe, en raison de pratiques contractuelles iniques. Les artistes interprètes sont systématiquement contraints d'abandonner leurs droits exclusifs sans véritable contrepartie s'ils veulent pouvoir continuer à travailler. Cela explique la forte propension des producteurs à vouloir généraliser les régimes de droits exclusifs à l'ensemble des modes d'exploitation sur Internet, y compris aux usages non-interactifs. Nous estimons nécessaire la mise en place d'un mécanisme contraignant, qu'il s'agisse d'un système de licence non cessible ou de conventions collectives obligatoires, assurant aux artistes interprètes des revenus minimum pour l'exploitation en ligne de leurs interprétations. Nous recommandons également l'adoption d'un dispositif législatif permettant la révision d'un contrat *a posteriori* lorsqu'il apparaît déséquilibré au détriment du créateur.

En ce qui concerne la copie privée, nous vous invitons à vous reporter à la réponse de la FIM au questionnaire de la Commission (document joint en annexe).

Obstacles juridiques ou réglementaires

17. Non, sauf à considérer que l'interdiction de mise à disposition et/ou de téléchargement de contenu protégé sans autorisation constitue un obstacle au développement de contenu en ligne.
18. Cette question est sans objet pour la FIM.

Fenêtres de mise à disposition

19. Cette question est sans objet pour la FIM.

Réseaux

20. Cette proposition nous paraît dangereuse car elle risque de créer une discrimination entre les entités économiques les plus prospères (« majors ») et des acteurs plus modestes comme les labels indépendants et les artistes autoproduits, pour lesquels l'Internet se révèle être aujourd'hui un outil essentiel. Si, comme il est vraisemblable, l'accès à ces services privilégiés devait se faire moyennant un droit d'entrée élevée, cela favoriserait l'oligopole des majors, contrarierait le développement des offres alternatives et présenterait un risque certain pour la diversité culturelle.

Piratage et téléchargement non autorisé d'œuvres soumises au droit d'auteur

21. Il nous semble que la troisième partie de la question ne reflète pas avec précision le phénomène observé. Il y a lieu de distinguer entre la mise à disposition non autorisée (passive) et le téléchargement descendant (actif). Dans le premier cas, il s'agit d'une violation du droit exclusif de mise à disposition qui n'entraîne pas, *per se*, de préjudice économique. Le régime juridique applicable au second cas est moins clair mais le préjudice économique existe, même s'il reste difficile à évaluer (un téléchargement ne se substitue pas nécessairement à une vente).

S'agissant de la quatrième partie de la question, il nous semble évident que l'on ne peut pas traiter de la même façon le particulier effectuant un petit nombre de copies non autorisées et une entité pratiquant la même activité à grande échelle à des fins commerciales.

22. Jusqu'à présent, les campagnes éducatives de sensibilisation concernant le respect du droit d'auteur ont eu peu d'effet sur le public, notamment sur les plus jeunes qui associent les promoteurs de telles campagnes à des groupes de pression aux visées purement mercantiles. Nous sommes persuadés que si l'économie de l'Internet prenait ouvertement en compte l'intérêt des artistes, les messages de sensibilisation qu'ils sont susceptibles de délivrer, fondés sur le respect de leur travail et de leurs droits fondamentaux seraient beaucoup mieux reçus.

23. Cette question renvoie au débat qui a eu lieu en France autour du modèle de licence globale, qui présente la particularité de rendre compatibles les réseaux postes à postes avec une rémunération des ayants droit. La viabilité économique de ce modèle ainsi que ses répercussions sur l'emploi dans le secteur restent toutefois difficiles à établir.

Classement ou classification

24. Pas de commentaire particulier

Système de gestion des droits numériques

25. Les DRM, dans la mesure où ils se limitent à l'identification des ayants droit à rétribuer, peuvent théoriquement constituer un outil adapté et efficace à condition que leur technologie reste ouverte et que tous les ayants droit soient associés à leur contrôle.

26. Pas de commentaire particulier

27. Ces systèmes ne sont transparents ni pour les créateurs ni pour les consommateurs. S'agissant des MTP, improprement assimilées à des DRM, les restrictions excessives qu'elles imposent aux consommateurs sans consultation des artistes sont de nature à nuire à l'image de ces derniers auprès de leur public. Elles sont en outre régulièrement contournées.

28. Les mesures de protection contre la copie sont mal acceptées du public et de beaucoup d'artistes, qui les jugent inadaptées. À cet égard, nous vous invitons à vous reporter à la réponse de la FIM au questionnaire sur la copie privée (document joint en annexe).

29. La gouvernance et l'interopérabilité sont deux thèmes qu'il nous semble pertinent d'aborder en liaison avec les systèmes de DRM.

Compléter les offres commerciales par des services non-commerciaux

30. Il faut se montrer extrêmement vigilant afin que les services non commerciaux, complément indispensable aux plateformes commerciales, ne soient pas pénalisés par un accès aux réseaux moins favorable que celui dont pourraient jouir les plus gros acteurs de l'industrie du secteur. Cela induit une

question annexe, qui est celle de l'accès aux œuvres du domaine public. Il faut s'assurer que celles-ci puissent être disponibles librement, y compris lorsqu'elles ont fait l'objet d'une implantation de MTP avant d'être libres de droits.

Rôle des fabricants de matériel et de logiciels

31. Il nous semble qu'ils tirent déjà pleinement partie de la création et de la distribution de contenu créatif et de services en ligne. S'agissant des fabricants de matériel, ils tirent de fait un bénéfice majeur de la prolifération des actes de copie non autorisés.

Rôle des pouvoirs publics

32. Les fournisseurs d'accès ont profité à plein de l'essor rapide de l'Internet, puis des technologies haut débit. Ils ont été et continuent d'être, aux côtés des fabricants de matériels, les principaux bénéficiaires de la prolifération des actes de copie non autorisés. Il nous semble que les pouvoirs publics doivent veiller non seulement à garantir un accès aux TIC à l'ensemble de la population de l'Union à un coût raisonnable, mais aussi mener des investigations visant à évaluer la pertinence de modèles alternatifs, notamment ceux prévoyant une rémunération des ayants droit prélevée auprès des fournisseurs d'accès.
33. Nous préconisons l'adoption de mécanismes permettant le développement de pratiques contractuelles équilibrées.

L'Internet est selon nous une opportunité nouvelle de voir le marché s'ouvrir à une diversité de l'offre de contenus. Il est essentiel d'amener les acteurs économiques du secteur à jouer pleinement le jeu de cette diversité et à abandonner les schémas du passé dans lesquels le public reste prisonnier d'une offre réduite et formatée.

Il serait utile de favoriser, à l'intérieur de l'Union, une meilleure harmonisation des dispositifs de rémunération pour copie privée, en plaçant le créateur au cœur de ces dispositifs.

L'interopérabilité est déjà, de fait, en dépit des résistances de l'industrie, une des clés pour l'avenir de la distribution en ligne. Il nous paraît désormais indispensable, pour prendre en compte cette nouvelle donne, de mettre en place et de coordonner une réflexion associant industriels, ayants droit et consommateurs, afin qu'une charte du bon usage des DRM et MTP puisse être adoptée. Un tel outil pourrait notamment avoir pour effet de clarifier l'articulation entre MTP et copie privée.

Fin du document
